

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 9
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0112

Portant modification de la délibération n°DL_CP2022_0185 relative à la participation financière du Département au projet de construction du centre de formation de Cavani par le Groupe DAM, Et relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Entreprise DAESA qui porte le projet de construction du Centre de formation de Cavani

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Daniel ZAIDANI,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération N° DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 ;
- Vu** le rapport n°2023-02142 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

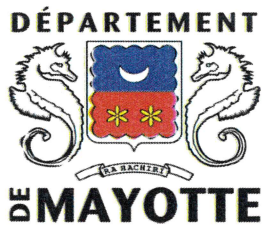
DECIDE

- Article 1 :** De modifier la délibération n°DL_CP2022_0185 en date du 20 juin 2022 relative à la participation financière du Département au projet de construction du centre de formation de Cavani par le Groupe DAM,
- Article 2 :** D'attribuer la subvention exceptionnelle de 500 000 €uros pour le financement de la construction du centre de formation de Cavani à l'Entreprise SAS DAESA,
- Article 3 :** D'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 204, compte 2042 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte,
- Article 4 :** D'autoriser le président du Conseil départemental à signer tous les actes (convention, avenant ou autres) relatifs à l'exécution et à la mise en œuvre de la présente délibération,
- Article 5 :** Qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI





Direction Générale des Services
Direction Générale Adjointe
Pôle Développement Economique
et Innovation
Direction du Développement
Economique et de l'Innovation

CONVENTION n°...../DDEI/CD du/...../2024

Relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Entreprises DAESA pour le financement de la construction du Centre de formation professionnelle de Cavani.

Entre :

Le Département de Mayotte dont le siège est situé au 8 boulevard Halidi Sélémani-BP 101 97645 Mamoudzou Cedex représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte
D'une part,

Et

La SAS Développement Agro-Economique et de Sécurité Alimentaire (DAESA) N° SIREN : 497 841 809 dont le siège social est situé au 1236 Route Départementale 3 Passamainty, 97 600 Mamoudzou représentée par son président DAM GESTION représenté par son Directeur Général Monsieur Arnaud Denis PRIER.
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a décidé d'accentuer son intervention économique territoriale, aussi bien directement qu'indirectement, en mettant en place un nouveau dispositif d'aides au développement des investissements, compétences et qualifications (ADICQ).

- Aussi, par délibération n°2024_.....en date du relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle à la SAS Développement Agro-Economique et de Sécurité Alimentaire (DAESA) pour son projet de construction de Centre de formation professionnelle à Cavani, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une aide exceptionnelle de 500 000 €uros à l'Entreprise DAESA.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'attribuer, à La SAS Développement Agro-Economique et de Sécurité Alimentaire (DAESA), une aide exceptionnelle d'un montant total de 500 000 €uros (cinq cent mille €uros) pour la réalisation de son projet de construction de Centre de formation à Cavani, dont le coût est estimé à 8 866 698€ (détail ci-dessous) :

Postes - Investissement	
VRD	
Gros œuvre	3 488 123
Second œuvre	2 880 087
Aléas travaux	208 278
Aménagement/équipements	104 665
Prestations intellectuelles (maitrise d'œuvre, sol et géotechnique, montage et suivi dossier, contrôleur technique + CSPS, frais AMO, huissier + géomètre, assurances et CPI)	1 431 260
Taxes aménagement	27 852
Branchement concessionnaire	50 000
Frais de communication de l'opération	17 845
Plateau technique	84 199
TOTAL	8 866 698

Article 2 : Financement du projet

Le coût total du projet est de 8 866 698 euros.

Le plan de financement de l'opération envisagée est prévu comme suit :

- Conseil départemental 500 000 euros, soit 6%
- FEDER 1 500 000 euros, soit 17%
- FDS 1 000 000 euros, soit 11%
- Emprunt 5 641 950 euros, soit 64%
- Apport associés (DAESA/DAM) 224 748 euros, soit 3%

Article 3 : Règles et modalités de versement

En contrepartie de la réalisation des actions visées à l'article 1 de la présente convention, le Département de Mayotte s'engage à verser une aide exceptionnelle d'un montant total de 500 000 €uros.

L'imputation de la subvention sera effectuée sur le chapitre 204 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte.

Les versements de la subvention s'effectueront sur le compte de l'entreprise ouvert à la Banque CEPAC sous la référence IBAN n° FR76 1131 5000 0108 0173 7939 264, de la manière suivante :

Pour l'aide exceptionnelle:

- un premier versement à la signature représentant 30% de la subvention soit 150 000€ à condition de transmettre à la signature de cette présente convention de financement les devis, les justificatifs des autres sources de financement ainsi que les liasses fiscales,
- un deuxième versement correspondant à 50 % de la subvention, soit 250 000€ interviendra sous réserve de produire les factures justifiant la réalisation de 30% de l'investissement prévu,
- un troisième versement correspondant au solde de 20% de la subvention, soit 100 000€ interviendra dans un délai de quarante-huit mois, sous réserve de produire les factures justifiant la réalisation de 100% de l'investissement prévu.

Le comptable assignataire chargé du paiement de cette aide est le Payeur Départemental de Mayotte, BP 848 – 97600 Mamoudzou.

Article 4 : Engagements du Bénéficiaire

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, dans le respect de la répartition du budget par poste d'investissement,
- respecter le plan de financement du projet décrit à l'article 2
- Informer le CDM de toute modification du plan de financement décrit à l'article 2, sans que cela contribue à remettre en cause l'équilibre de ce dernier, ni l'objet même de la convention.
- transmettre à la signature de cette présente convention de financement les attestations de mise à jour des cotisations sociales et fiscales ainsi que les liasses fiscales ;

- présenter au Conseil Départemental les justificatifs et factures relatifs à l'utilisation de l'aide accordée au titre de la présente convention (conformément aux devis joints à la convention) avant la date d'expiration de cette convention (les factures complètes doivent être déposées à la DDEI un mois avant la date d'expiration de la convention);
- recruter et à former sur place le personnel nécessaire à la bonne marche de la société ;
- accueillir des stagiaires écoles ou autres ;
- Après l'obtention du solde de la subvention, l'entreprise s'engage à fournir à la Direction du développement économique pendant les quatre exercices, les documents comptables obligatoires ainsi que l'état du personnel.
- Informer le CDM dans les meilleurs délais en cas d'ouverture d'une procédure collective de l'entreprise.

Article 5 : Délais de réalisation

La réalisation de l'action précitée à l'article 1 court à partir du 20 juin 2022 date de délibération et doit être achevée au plus tard quarante-huit mois après la notification de la présente convention.

Article 6 : Communication

L'entreprise s'engage à :

- mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique du logotype.
- A faire figurer le logo du Conseil Départemental à l'entrée du centre de formation et sur les équipements subventionnés. Pour ce faire, elle devra s'adresser à la direction du développement économique et d'innovation du Conseil Départemental.
- fournir au format numérique au Conseil départemental, les supports de communication utilisés durant cette action.
- associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse ou réceptions ; celles-ci pouvant être organisées en relation avec le Conseil départemental.

Article 7: Modification du statut juridique du bénéficiaire

Les transformations possibles :

- d'entreprise individuelle en une société,
- de société en entreprise individuelle,
- de société en une autre forme juridique de société.

Dans n'importe quel cas où se trouverait le Bénéficiaire de la subvention, ce dernier doit avant toute opération de transformation en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Conseil Départemental de Mayotte et demander son accord de principe pour un éventuel transfert de la subvention à la structure projetée. Le Conseil Départemental doit faire connaître sa position dans les quinze jours suivant la réception de la demande. En l'absence de réponse du Conseil Départemental, l'accord de principe est réputé avoir été donné.

Dès lors que la transformation est effective, le Bénéficiaire en informe dans les deux mois le Conseil Départemental en lui transmettant les éléments suivants :

- un courrier de la nouvelle structure qui s'engage à respecter les termes de la convention,
- les statuts de la société créée ou modifiée, s'il y a lieu,
- l'extrait d'immatriculation au RCS (Registre du Commerce et des Sociétés) ou RM (Répertoire des Métiers),
- le RIB de la nouvelle structure.

Si le dossier est jugé complet dans les délais impartis, un avenant sera signé entre le Conseil Départemental et la nouvelle structure pour matérialiser le transfert de la subvention et l'engagement de la nouvelle structure au respect des termes de la présente convention.

En cas de non-respect des dispositions et des délais, la subvention n'est plus transférable et elle est définitivement perdue.

Article 8 : Evaluation

Dans le but d'évaluer l'impact des financements de l'action réalisée, l'organisme devra fournir au Conseil Départemental une fiche d'évaluation permettant d'apprécier si les objectifs de

Jusqu'au règlement final de la convention, le bénéficiaire s'engage par ailleurs à produire à l'exécutif du département les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute structure ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ».

Le Département se réserve ainsi le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

L'entreprise s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

Article 10 : Modalités de restitution

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- l'entreprise n'a pas transmis les factures justifiant que 100% des investissements prévus sont réalisés avant la date d'expiration de cette présente convention;
- l'entreprise empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement dans les délais prévus;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.
-

Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le département à l'entreprise sera établi au prorata des dépenses justifiées.

Article 11 : Redressement, liquidation judiciaire

En cas de redressement ou liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par l'article L.64111-1 du code de commerce. Dans ce cas le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives aux bilans d'exécution déjà transmis.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire et prendra fin quatre mois après le délai prévu par l'article 5.

Article 13 : Modification de la convention

Toute modification de la ladite convention fait l'objet d'un avenant après validation du conseil départemental sans qu'il ne puisse conclure à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa motivation et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute demande relative à la révision de la répartition budgétaire par poste d'investissement ou à la

modification partielle de l'investissement devra faire l'objet d'un accord écrit du

Article 14: Résiliation de la convention

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Dans ce cas, le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées.

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'entreprise ne présente pas le bilan d'activité et financier et les factures acquittées certifiées. Le Conseil départemental se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la subvention en établissant un titre de recette à l'encontre du bénéficiaire.
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles menés par le département de Mayotte. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé de réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement. Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15 : Recours

En cas de litige, les parties au contrat s'engagent à résoudre à l'amiable les difficultés soulevées par la convention.

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif de Mamoudzou sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention.

Fait, en 2 exemplaires, à Mamoudzou le 2024

Pour la SAS DAESA,

Le Directeur général

Arnaud Denis PRIER

Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI